

Tout le monde s'en fout !



**Quelques bonnes nouvelles
en plus d'une mauvaise**

juillet 2023

Tout le monde s'en fout !

Il y a de bonnes nouvelles et de mauvaises.

On commence par lesquelles ?

Les bonnes ?

Allez !

Le réchauffement climatique !

Il permettra l'ouverture des routes maritimes polaires.

Il permettra le dégel du permafrost sibérien où les chinois iront cultiver leurs choux (farcis au mercure, présent en abondance dans le permafrost) pour se nourrir.

La guerre en Ukraine !

Qui se prolonge et risque même de devenir continentale.

Elle permettra de fermer le caquet à ce rustre de Poutine, de faire de la Russie (et de l'Ukraine dans l'autre camp) des partenaires affaiblis et dociles.

Elle permettra de faire des profits du siècle quand viendra l'heure de la reconstruction. Ainsi, le maire de Marioupol estime le 'coût' de la reconstruction de la ville à 15 milliards d'euros, en première estimation !

« *Ce travail [de restauration environnementale] nécessitera des outils, une expertise et un engagement, ainsi que des fonds importants* », dixit Greenpeace.

En attendant, elle épuise financièrement et économiquement les différents protagonistes, belle opportunité pour la chine.

Elle permettra de devenir sobre, enfin, du côté de nos dépenses écologiques, de passer de la transition écologique à l'écologie de guerre.

Le tournant autoritariste dans la gestion des populations !

Amorcé il y a quelques gouvernements déjà, mais qui se resserre chaque jour davantage.

Il permettra, une fois le troupeau maté et les affaires domestiques résolues, de s'occuper des diverses interventions extérieures entre amis.

Les mauvaises ?

Ben on n'en voit pas...

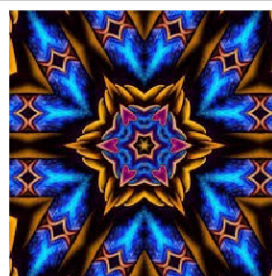
Et vous ?

Si, y en a une :

On n'a pas envie de cette société

Mais de nos envies

Tout le monde s'en fout !



Ce qui suit est un kaléidoscope non-exhaustif des bonnes nouvelles.

Des nouvelles qu'on rabâche depuis quelques temps, mais aussi des pistes pour des nouvelles prometteuses pour l'avenir. Pas de cohérence ? A voir...



N.B. : On utilise dans ces textes les noms de pays : ce sont les États, les gouvernements, les capitalistes et non les peuples qui sont ainsi nommés. Pour aller plus vite, on nomme des entités qui ne veulent rien dire. A défaut, on précise.

Crise du capitalisme¹

Constats

Cela se confirme : il s'agit d'une crise majeure du système capitaliste globalisé, la plus grande crise depuis celles des années 1914-1945 :



- très fort ralentissement économique, ce que l'OIT qualifie de *stagflation* : conjuguant simultanément inflation élevée et faible croissance, pour la première fois depuis les années 1970. La croissance, au premier trimestre 2023 en France, augmente de 0,2 % par rapport au trimestre précédent.

- très forte augmentation des dettes publiques et privées : la dette publique en France s'élève à 3000 milliards €, soit 111 % de PIB (INSEE), la situation des finances publiques est jugée « *parmi les plus dégradées de la zone euro* » par la Cour des Comptes.

- inflation élevée : inflation générale de 4,5% en juin 2023 par rapport à juin 2022 qui avait connu une inflation de 5,8% en juin 2022 par rapport à juin 2021, l'alimentation affiche une hausse de 13,6% sur un an en juin 2023 (INSEE). Baisse de la consommation.

- travail précaire en hausse : le taux de précarité atteint 15,3 % des emplois salariés (près de 4 millions), soit plus de deux fois son niveau des années 1980 ; chez les jeunes jusqu'à 50 % en 2017, chiffre qui baisse par la suite avec la montée du nombre de stages. Précarité aussi chez les indépendants (qui vendent un produit ou un service, sans toucher un salaire). Ils représentent 13 % de la population active, soit 3,5 millions de travailleurs : de grandes inégalités au sein de cette catégorie, 25 % sont des micro-entrepreneurs.

- chômage en légère baisse : 2,2 millions en France, soit 7,1 % de la population active (INSEE). Le chômage (catégorie A) baisse en France depuis 2016, à comparer avec l'aggravation des conditions de travail (salaire, exploitation intensive et précarité). La croissance de l'emploi devrait nettement ralentir cette année, à hauteur de 1 %, contre 2,3 % en 2022 (OIT).

- salaires réels (par rapport à l'inflation) en baisse (et perte de pouvoir d'achat des classes populaires) : le chômage a peu augmenté, voire diminué (selon âges et catégories) car une grande partie du choc est absorbée par la baisse rapide des salaires réels dans un contexte d'inflation élevée, plutôt que par des suppressions d'emplois (OIT).

- explosion des inégalités avec augmentation colossale du patrimoine et des revenus du 1% le plus riche.

¹ Texte rédigé principalement (mais pas que) à partir de : [Plus profonde que jamais, la crise du capitalisme à bout de souffle](#), Éric Toussaint, CADTM, 14 juin 2023.

- chute de l'indice de développement humain dans de nombreux pays, notamment l'espérance de vie, y compris au Nord. Même si cet indice est à comparer par classes sociales (la différence de l'espérance de vie est de 8 ans pour les femmes françaises et 13 ans pour les hommes français entre les 5 % les plus pauvres et les 5 % les plus riches) et non par nationalités, il indique néanmoins un recul dans la gestion sanitaire des populations.

- crise alimentaire mondiale grave : en 2021, avant la guerre en Ukraine, quelques 2,3 milliards de personnes (29,3 pour cent, près d'un tiers, de la population mondiale) étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave.

- guerres commerciales, notamment entre les USA et la Chine.

- guerre en Europe, mais aussi dans la péninsule arabique, dans l'est de la RDC, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique... Ajoutons qu'en comparaison de 1945, l'arsenal nucléaire a proliféré et que le niveau des tensions internationales peut conduire à une catastrophe planétaire.

- montée des formes autoritaires d'exercice du gouvernement (répression de plus en plus dure des protestations, mise à l'écart du pouvoir législatif...).

- attaques contre des droits humains fondamentaux, comme le droit à l'avortement dans de nombreux Etats.

- politiques migratoires de plus en plus restrictives et mortifères.

- succès électoraux de l'extrême droite...

- effets dramatiques de la crise écologique et notamment dans sa dimension climatique, produit de deux siècles de mode de production capitaliste.

Le seul secteur économique avec une très forte progression de la production est le secteur militaire. (Voir *L'État radicalisé*, Claude Serfati, La Fabrique, 2022²)



Perspectives

Des aggravations sont à venir :

- des bulles spéculatives peuvent éclater à tout moment produisant une détérioration brutale de la situation économique.

- des guerres peuvent se généraliser.

- le commerce international est à ses limites : de très nombreux containers ne peuvent plus traverser la Russie par les routes, les voies maritimes sont encombrées (la durée d'attente en rade pour décharger à quai ne fait qu'augmenter), le rendement du capital s'en ressent.

- les catastrophes climatiques et environnementales vont probablement encore s'amplifier.

2 Voir la fiche de lecture consacrée à ce livre sur : <https://fichesdelecture.noblogs.org/>

- les crises sanitaires ne sont pas surmontées, loin de là.
- les gouvernements et les banques centrales ne prennent aucune mesure pertinente : la concentration de la production et de la finance aux mains d'un nombre de plus en plus restreint de grands actionnaires privés se poursuit dans les secteurs de l'énergie, des industries extractives, dans le commerce des aliments et d'autres matières premières, dans le secteur pharmaceutique, dans le secteur bancaire.

Si l'argent est plus cher, les investissements ralentissent, le spectre du défaut de paiement des dettes contractées au temps des taux à 0 % « hante le monde capitaliste », les entreprises zombies, les ménages précarisés sont étranglés.

Causes

Globalement, le taux de profit n'augmente pas suffisamment pour que les capitalistes relancent une grande vague d'investissements productifs. En dehors des très grandes entreprises qui font des profits extraordinaires, la masse des entreprises est confrontée à une chute du taux de profit, à une chute de la productivité.

Les actionnaires se tournent vers la spéculation, quand les taux de profits sont jugés insatisfaisants.

Dans certains secteurs (semi-conducteurs), la demande est plus forte que l'offre. Dans d'autres, c'est l'inverse : par exemple le cas de l'immobilier, particulièrement l'immobilier commercial : une crise est en cours.

La politique financière est instable : afflux de liquidité (pendant la crise Covid) et augmentation rapide des dettes, puis restriction (augmentation des taux directeurs des banques centrales). Il s'en suit des faillites de grandes banques (4 faillites bancaires aux USA et en Suisse, en 2023).

Et au Sud ?

Le Sud subit le contrecoup de ce qui se passe au Nord :

- effets de la pandémie Covid : ralentissement de l'économie et des apports de devises, augmentation des dettes.

- effets de la guerre en Ukraine et dans les autres pays : augmentation des prix des céréales, des engrais, du combustible : le FMI et la BM ont obligé les pays du Sud à transformer leur économie vivrière en économie d'exportation. Ces derniers sont devenus importateurs des produits de base.

- effets de la crise climatique : inondations ou sécheresse dévastatrices.

- effets de la politique des banques du Nord : le coût du remboursement de la dette a doublé. Des pays du Sud qui empruntaient à 3 ou 6 % d'intérêt annuel avant 2021 sont confrontés à une augmentation très importante des taux qui passent pour les nouveaux emprunts à 9 voire 15 %.



C'est tout ?

Écologie de guerre³

Guerre écologique

2022, redéfinir les 'valeurs libérales'

L'expression « **écologie de guerre** » a été réactualisée en 2022⁴ après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, relayée par Bruno Le Maire, ministre de l'économie. En réponse au problème d'approvisionnement en gaz et en pétrole, l'écologie de guerre consiste à réduire la consommation d'énergie et à développer les énergies alternatives pour limiter la dépendance géopolitique de l'Europe à la Russie.

Elle consiste aussi à des tours de passe-passe dans lesquels les dirigeants des pays capitalistes sont passés maîtres. Ainsi l'UE, sous la présidence de Macron en 2022, a classifié l'énergie nucléaire et le gaz comme 'énergies vertes'. Ce qui permet à ces énergies de recevoir des subventions communautaires au titre de la transition énergétique et aux pays d'investir dans ces filières au nom de la souveraineté nationale.

A ne pas confondre avec la « **guerre écologique** », concept qui regroupe les dégâts écologiques dues aux agressions militaires : destruction de l'environnement, pollution des terres, des eaux, de l'air, destruction des infrastructures (barrages, usines polluantes, centrales), etc. On peut aussi qualifier de guerre écologique : les guerres pour l'eau ou les accès à la terre qui provoquent des millions de 'réfugiés climatiques'.

Pour nous, le concept de '**guerre écologique**' regroupe tous les dommages que subit l'environnement, au nom des intérêts des pays en guerre. Et celui '**d'écologie de guerre**' regroupe les mesures environnementales à faire adopter, au nom de la guerre. Par exemple, des messages circulent qui, en guise de soutien au peuple ukrainien, proposent de baisser le chauffage, d'enfiler un pull-over, et de faire du vélo au lieu de prendre la voiture...



3 Texte rédigé principalement (mais pas que) à partir du site le Grand Continent : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/18/la-naissance-de-lecologie-de-guerre/>

et du livre *L'enfer vert, un projet pavé de bonnes intentions*, Tomjo, L'Échappée, 2013.

4 Pierre Charbonnier est l'un des maîtres d'œuvre de la réactualisation de cette notion.

De fait, ce 'paradigme' (un modèle cohérent du monde), est vu de manière positive par les groupes qui en font la promotion, dont la revue GREEN (!) : les armées se préparent déjà à prévenir et à parer aux catastrophes écologiques à venir. Dans le contexte de cette guerre qualifiée de « juste » contre Poutine, ce paradigme est considéré comme un discours de mobilisation idéologique et économique, voire civique, au nom de la paix, de la stabilité, de l'autonomie. Il consiste à voir dans le tournant vers la sobriété énergétique « *une arme pacifique de résilience et d'autonomie* » (GREEN).

La dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie est vécue par les dirigeants comme une fragilité géostratégique à réduire (mais faut-il se tourner vers les USA ?), car le fait de devoir acheter du gaz et du pétrole (entre autres) à un pays catalogué comme ennemi rend l'Europe complice de cette guerre en finançant cet ennemi. Sans rire. Car la France, via Thalès, fournit du matériel électronique de guerre à la fois à l'Ukraine et à la Russie. La France participe ainsi à la pérennité de la guerre. Dans l'affaire, quelle que soit l'issue de la bataille, Thalès est toujours gagnant.

Les plans de « transition écologique » européen et étasunien ont désormais idéologiquement fusionnés avec le cadre plus large des principes de la sécurité nationale. Cela entraîne de la part des États une action volontariste de transformation de la régulation des schémas de consommation industriels et domestiques. Régulation rendue légitime dans le contexte d'une mobilisation de l'ensemble de la société civile au nom de la paix, de la stabilité et de l'autonomie nationale.

C'est ainsi qu'au nom de la guerre, l'Allemagne a été un des premiers pays à élaborer un plan national de soutien de 200 milliards d'euros à ses entreprises frappées par la crise énergétique, plaçant ainsi ses « alliés » de l'Union européenne devant le fait accompli.



En avant vers le passé

Tomjo, en 2013 déjà, attaquait l'écologie de guerre. Partant des difficultés à faire accepter la transition énergétique, il cite Dominique Méda, philosophe de gauche, qui veut « *recenser toutes les compétences des travailleurs pour préparer leur reconversion vers une économie verte. Il va falloir des dispositifs extrêmement forts et puissants. Ne faut-il pas des moyens énormes tels qu'en période de guerre avec un contrôle fort sur les entreprises, sur les salariés, pour piloter le changement ?* » [Assises de la transformation écologique et sociale, 05/10/2012] La question n'effraie personne dans la salle, précise Tomjo.

« Mike Davis⁵ rappelle, en 2007, que pour répondre à l'effort de guerre et à l'industrie de l'armement [seconde guerre mondiale], chaque américain était incité à une vie moins

5 *Ecologie en temps de guerre (Home-front ecology, 2007)* : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2008-2-page-93.htm>

dispendieuse. « *Des millions d'Américains laissent la voiture au garage pour se rendre au travail à vélo, retournent leur pelouse pour planter des choux, recyclaient les tubes de dentifrice et l'huile de cuisson.* » La Maison Blanche montra l'exemple en plantant des légumes sur sa pelouse et les millions de 'jardiniers de la victoire' assurèrent 40 % de la production nationale. Amendes et campagne d'affichage à l'appui : « *Quand vous conduisez SEUL, vous conduisez pour Hitler.* » [...] On coupe haut les chemises de nuit, on raccourcit les jupes, on standardise les salopettes, pour réserver le tissu aux toiles de tentes militaires et réduire le temps de travail 'civil' des ouvrières de l'habillement.

Les hommes sont au front, le marché du travail se féminise. « *We can do it* » dit l'ouvrière Rosie The Riveter en exhibant ses biceps. La réclame de l'industriel Westinghouse Electric – futur fabricant de centrales nucléaires – incite les femmes à soutenir l'effort de guerre et les dissuade de faire grève. Rosie symbolise ces six millions de femmes qui travaillèrent dans l'armement. Cette affiche est aujourd'hui recyclée par nombre de féministes.

Ces mesures d'austérité et de mobilisation générale forment 'la guerre du peuple', l'effort que chaque américain doit faire pour la nation. Et Mike Davis de conclure : « *quelques générations plus tard, cette brève période qui vit se côtoyer jardiniers de la victoire et allègres auto-stoppeurs demeure une source d'inspiration et un vivier de compétences pour la survie de la planète.* » C'est une bonne guerre qu'il nous faut », concluait à son tour Tomjo, il y a dix ans.



Retour vers l'avenir

Ce que les autorités locales (villes en transition) ou nationales (ministère de la transition énergétique) n'arrivent pas à obtenir, la menace sur la souveraineté nationale devrait y parvenir...

L'Europe se vit comme une citadelle assiégée, elle se sait en perte de vitesse économique. Elle est dépendante, pour son approvisionnement énergétique, de la Russie, des États-Unis, du Moyen-Orient, de l'Afrique. Les blocs géopolitiques sont en pleine reconstitution. La 'souveraineté des États' passe donc par la défense militaire des intérêts de ces États et par une économie de la transition, sobriété sous contrainte.

Les principes de l'écologie politique ne sont pas simplement ajustés au temps de la guerre, ils sont redéfinis et subordonnés à l'impératif de conduite de la guerre, intégrés dans une logique de confrontation à plus long terme. Ainsi, la France et l'Allemagne ont déboursé 600 millions €⁶, puis la Banque européenne a prêté 400 millions € pour que l'Afrique du Sud (un des plus gros pollueurs de la planète) transitionne vers les énergies

6 Rappelons le « il n'y a pas d'argent magique ».

renouvelables. Le moteur de cette générosité n'est pas magique : l'Afrique du Sud possède la moitié des réserves africaine d'uranium.

Dès les premiers jours de la guerre, certains acteurs de la finance internationale ont réclamé que les investissements dans l'armement soient reconnus dans le cadre de la finance « à impact » social et environnemental. La logique est implacable et cynique : si l'objectif commun aux démocraties libérales consiste à garantir la sécurité des peuples contre l'agression militaire russe, alors l'armement est un vecteur de stabilité démocratique au même titre que la décarbonation de l'économie.

On peut pousser dans ses derniers retranchements la logique de l'écologie de guerre : si la défense de la démocratie tient à la mobilisation totale contre la Russie de Poutine, si cette mobilisation a pour instruments la sobriété énergétique et la capacité à ne pas céder dans l'épreuve de force, alors les sphères d'influence liées aux énergies renouvelables et à l'armement partagent des intérêts et des valeurs communes. Voilà qui donne à l'expression anglaise « *climate hawk*⁷ » une toute nouvelle dimension.

« Les Climate Hawks préfèrent prendre des mesures agressives pour neutraliser la menace. De nombreux faucons climatiques sont des écologistes, mais il n'est pas nécessaire d'être écologiste pour être un faucon climatique. Le Climate Hawk a détruit l'apaisement climatique dans ses puissantes serres. » Urban Dictionary, octobre 2010



C'est donc une idéologie qui permet de faire accepter par les populations européennes, au besoin en stigmatisant les deux approches extrémistes (éco-fascisme et léninisme vert), une future économie de guerre, dont l'écologie de guerre est la continuation logique. Désormais, sécurité (militaire) et climat devront être associés dans toutes les têtes.

⁷ « Un Climate Hawk (un faucon climatique) est une personne qui comprend que le changement climatique est une menace pour notre sûreté et notre sécurité. » Urban Dictionary

AUKUS⁸

Acronyme de : *Australia, United Kingdom et United States*

Du côté américain, les alliances militaires se construisent.

Quelques données

Depuis bien avant la guerre en Ukraine, on assiste à une course aux armements entre les USA et la Chine : les USA organisant des exercices militaires : avec l'Australie, le Royaume-Uni et la France dans différents endroits de la Mer de Chine. La Chine pénètre, pour sa part, l'espace aérien de Taïwan à plusieurs reprises.

Dans ce contexte, les USA, l'Australie et le Royaume-Uni ont signé le 15 septembre 2021 un accord de coopération militaire tripartite, mais pas formellement une alliance militaire : l'**AUKUS** n'engage ses signataires à aucune défense réciproque. Le Royaume uni, sorti de l'épisode *Brexit*, cherche à retrouver sa place historique aux côtés des USA, dans la zone indo-pacifique. Les USA cherchent à se refaire une santé (militaire et diplomatique) après l'échec récent en Afghanistan (mai 2021). Le Canada ne cherche pas à faire partie de cet accord, ne voulant pas mettre en péril ses nombreux accords commerciaux avec la Chine. La Nouvelle Zélande ne veut pas entendre parler de nucléarisation du conflit.

Cet accord contient par exemple des clauses de partage de connaissances, concernant l'IA, l'informatique quantique ou la cyberguerre. Il permet l'acquisition par la marine australienne d'au moins huit sous-marins nucléaires d'attaque, de technologie américaine. C'est un plan sur 10 ans. Dans la foulée l'Australie annule le contrat de sous-marins conventionnels de combat avec la France. Un manque à gagner de 56 milliards €. Le Drian (ministre de la défense) se dit « poignardé dans le dos ».

L'AUKUS vise à contrer l'expansionnisme chinois dans l'Indo-Pacifique. Cet accord est un complément à ANZUS, alliance militaire datant de 1951 et qui demeure en vigueur entre l'Australie et les États-Unis, tout en excluant la Nouvelle-Zélande qui refuse l'accès de navires nucléaires à ses eaux territoriales en vertu d'une politique de Zone dénucléarisée mise en vigueur en 1984.

Une nouvelle alliance est en train de se former dans la région indo-pacifique qui pourrait se révéler plus importante que le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad), qui rassemble actuellement l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis.



L'Australie se prépare à une montée de tension entre elle et la Chine.

Exemple : L'Australie, qui est un État fédéral, permettait aux États australiens de signer des contrats commerciaux avec l'étranger sans avertir l'État fédéral. Depuis mars 2021, l'État fédéral doit être avisé et peut mettre son veto.

Exemple : L'Australie signe, en 2018 un accord avec la Chine pour faire partie du plan de la nouvelle route de la soie. Cet accord a été annulé. Comme sont annulés les projets de rachat de terres australiennes par la Chine.

Exemple : le commerce entre les deux pays connaît un fort ralentissement, avec une hausse des droits de douanes de chaque côté, sauf pour le fer, même si la Chine a réduit sa demande du fait de la pandémie.

⁸ Texte rédigé principalement (mais pas que) à partir de *Bilan et Perspectives*, N° 20, automne 2021.
<https://www.leftcom.org/fr/publications/bilan-et-perspectives>

Exemple : Les australiens considèrent les chinois comme responsables de la pandémie du Covid. Un racisme anti-asiatique est en pleine montée.

En juillet 2021, l'Australie se joint à des exercices en mer de Chine orientale, sous commandement américain.

En septembre 2021, l'Australie et la Corée du Sud signent un accord de coopération sur la cybersécurité et des exercices militaires conjoints.

En novembre 2021, l'Australie signe un pacte avec le Japon : les deux pays peuvent désormais s'entraîner militairement l'un chez l'autre. Ce qui laisse penser que l'adhésion du Japon à l'AUKUS, qui pourrait alors devenir JAUKUS, n'est pas impossible. Ce serait alors une transformation radicale de la coopération de sécurité entre les démocraties libérales de la région, qui engendrerait de gros bouleversements.

Dans l'autre camp, la Corée du Nord lance des missiles de croisière en direction du Japon, histoire de faire monter la pression.

Après l'invasion de la Crimée par la Russie (2014), la Chine, la Russie et la Corée du Nord signent des accords de coopération sur la haute technologie, et de soutien politique.

En mars 2021, la Chine signe avec la Russie, l'Inde, l'Iran, entre autres, un accord de sécurité du 'bloc eurasien' pour une durée de 25 ans.

En juin 2021, le traité chinois de 'bon voisinage' avec la Russie (qui a 20 ans) est renouvelé pour 5 ans. Des exercices navals et terrestres ont lieu en août et septembre.

Qu'est-ce que cela signifie ?



On assiste à un réalignement rapide des alliances mondiales.

Pour les USA, la Chine n'est plus une source de produits bon marché. Elle n'est plus un détenteur commode de la dette américaine. De partenaire commerciale privilégiée, elle est devenue l'ennemi public numéro 1. Biden regroupe ses alliés traditionnels dans une alliance nucléaire pour contrer l'expansion chinoise.

La Chine devient prétendante au leadership mondial, tandis que les USA veulent se maintenir à cette position dominante.

Il est possible que ce soit les prémisses d'une préparation à une future guerre, dont le centre de gravité serait plutôt la zone indo-pacifique. Le système capitaliste a besoin d'une relance (voir la situation économique à la mi-2023, ci-dessus). Une troisième guerre mondiale n'est pas à exclure.

Et la France, dans tout ça ?

La France est en perte de vitesse au niveau économique, au niveau de son influence traditionnelle en Afrique. Elle n'a pas investi dans les relations commerciales en Asie, pourtant à fort potentiel de croissance.

La France a une ZEE (zone économique exclusive⁹) gigantesque, la deuxième après celle des USA. La ZEE inclut toutes les mers (et sous-sols) jusqu'à 200 milles marins des côtes des DOM-TOM et de la métropole. Le capitalisme français a donc des intérêts à défendre (sous-sol marin riche en minerais) dans la future zone de guerre indo-pacifique. C'est aussi la raison pour laquelle, elle s'est sentie flouée par l'accord de l'AUKUS dont elle n'est pas partie prenante.

⁹ ZEE : zone économique exclusive : conformément au droit de la mer, l'espace maritime sur lequel la France exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources est de 11 millions de km².